

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1918-1919

Projet de loi relatif au recouvrement de créances arriérées
en matière de douane et d'accises.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. WAUVERMANS.

MESSIEURS,

L'Exposé des motifs du projet de loi qui vous est soumis indique qu'il tend à permettre le recouvrement de droits de douanes et d'accises dont la cause de perception se rapporte à la période de l'occupation, et dont le titre réside dans des arrêtés pris par l'occupant.

Ces charges sont représentées comme « des charges fiscales que l'Administration belge avait jugées indispensables, pendant la guerre, pour faire face aux nécessités du moment ».

Cette mention exige d'expresses réserves.

L'occupant a dilapidé les ressources du pays en les détournant du seul emploi auquel elles pouvaient être appliquées en vertu de la Convention de La Haye : les besoins de l'administration du pays, selon sa législation et ses institutions.

Il a appliqué une partie considérable du produit des impôts à des dépenses destinées à assurer le succès de ses opérations militaires ou de sa politique de séparation administrative. Il a soustrait une notable partie de ses dépenses au contrôle de notre Cour des Comptes.

Ces dépenses sont dans une large mesure, la cause principale, sinon unique, qui a constitué les « nécessités du moment » auxquelles il a fallu

(1) Projet de loi, n° 211.

(2) La Section centrale, présidée par M. BERTRAND, était composée de MM. D'HUART, MAES, DE LIEDEKERKE, JANSON, ERNEST et WAUVERMANS.

faire face par voie de nouveaux impôts, dont certains ont frappé les denrées les plus nécessaires à la consommation, et atteint, sous forme d'impôts de consommation, d'une façon particulièrement lourde, les classes moyennes, les ouvriers, les employés, les œuvres d'alimentation.

Nous nous refusons à croire qu'il ait pu trouver dans cette œuvre l'approbation ou le concours de l'Administration belge. Tout au plus, celle-ci sera-t-elle intervenue pour écarter d'autres impôts ou atténuer la rigueur des mesures prises par l'occupant, et dont il y a lieu de lui laisser sans excuse ni partage toute la responsabilité.

La chose est si vraie que le Gouvernement n'a proposé la reprise pour son compte d'aucun de ces arrêtés, et que par une initiative — qui a fait l'objet d'observations formulées à l'occasion de l'examen du Budget des Voies et Moyens — il a remboursé certains droits perçus.

Dans plusieurs Sections, des critiques de forme et de fond ont été formulées contre le projet de loi, indiquant les répugnances des membres de voir opérer des perceptions sur la base de titres créés par l'occupant.

Il y a lieu à cet égard de considérer que les droits de douane et d'accise sont assis sur des opérations faites et doivent en principe être acquittés au moment où elles s'accomplissent, qu'assis sur des objets ou denrées de consommation, ils s'incorporent au prix de ceux-ci.

La question se présente dès lors sous cet aspect : convient-il d'assurer un profit à ceux qui ont volontairement introduit des marchandises, pratiqué des opérations commerciales ou industrielles pendant l'occupation, avec l'agrément ou le consentement de l'ennemi, et qui en ont obtenu crédit, en fournissant même des garanties?

La Section centrale a demandé au Gouvernement des précisions au sujet de la portée du projet de loi.

L'inscription des droits à un compte de crédit à termes ne constitue en droit fiscal qu'une simple prise en charge; c'est un acte de comptabilité et non un titre de perception et ce compte est déchargé par un nouvel acte de comptabilité qui constate l'apurement soit par paiement à l'échéance, soit par déduction en cas d'exportation de dépôt en entrepôt public ou de dénaturation pour usages industriels.

Le Gouvernement est armé pour recouvrer les droits d'entrée ou d'accise inscrits à un compte de crédit à termes lorsque le titre de perception n'a pas été modifié par l'occupant. Aussi, le projet soumis à la Législature ne tend-il qu'à donner une base légale et incontestable aux actions en recouvrement des droits ayant pris naissance pendant l'occupation et dont le taux ou le mode de perception a été créé ou modifié par les arrêtés allemands devenus sans objet depuis la libération du territoire.

En cas de refus de paiement ou de demande de restitution de droit nouveaux ou modifiés, créés avant la libération du territoire, l'administration devrait, en effet, appuyer ses revendications sur des arrêtés allemands abrogés.

L'occupant a modifié ou créé des droits d'entrée et d'accises ci-après :

Droits d'entrée : Bières, cacao, café, margarine, sel et sucres.

Droits d'accises : Bières, saccharine, sucres, tabacs, vins, vins mousseux et vins de fruits secs, outre une surtaxe de 10 % sur tous les droits de douanes.

Pour indiquer exactement le montant des recouvrements envisagés il y aurait lieu de dépouiller des centaines de dossiers tenus en instance dans les services de province ; mais d'après une supputation sommaire les droits dont la perception serait compromise dépassent deux millions.

Pour justifier le projet l'administration expose que « les fraudes dont le Gouvernement désire poursuivre la répression se rapportent tant aux dispositions anciennes simplement modifiées par l'occupant en ce qui concerne le taux des droits, qu'aux mesures nouvelles prises par celui-ci pour faire face aux nécessités budgétaires de l'administration belge.

La plupart des redevables se sont soumis volontairement. « L'abrogation sans plus des arrêtés allemands favorise uniquement les récalcitrants et les fraudeurs, ceux qui d'ailleurs ont eu soin de fixer leurs prix de vente suivant les contingences du marché, c'est-à-dire en y ajoutant — et généralement au delà — les charges nouvelles grevant leurs marchandises. Une autre catégorie de fraudeurs se trouve parmi ceux qui ont trafiqué avec l'ennemi : abusant des facilités que leur accordait l'autorité militaire, ils ont pu aisément soustraire à la surveillance des agents de l'administration belge, les produits passibles de l'impôt.

L'action du fisc n'atteindra donc que des négociants peu dignes d'intérêt et n'a d'autre but que d'assurer la récupération de droits supportés par les consommateurs et dont en cas d'exonération, des trafiquants de mauvaise foi seraient seuls à bénéficier. »

Il n'existe aucune raison de soustraire à l'action fiscale tous ceux qui ont opéré au grand jour, et accepté les arrêtés de l'occupant.

On pourrait toutefois se demander si l'on peut qualifier de « fraudeurs » les récalcitrants qui ont refusé et réussi à se soustraire à l'application d'arrêtés que l'occupant a pris au mépris de ses obligations.

L'on concevrait assez mal une condamnation fiscale venant atteindre une personne étant parvenue à ne pas acquitter par exemple la taxe sur le sel, et à priver ainsi l'occupant de ressources dont il faisait un emploi abusif contre nous.

Le projet de loi doit donc avoir pour portée d'autoriser le Gouvernement à poursuivre le recouvrement de :

1° Les droits d'entrée ou d'accise inscrits à un compte de crédit à terme et résultant d'un titre de perception antérieur à la libération du territoire ;

2° Les droits d'entrée ou d'accise fraudés s'ils résultent d'un titre de perception existant avant l'invasion du pays.

Il paraît inutile d'amender le projet de loi pour empêcher d'autres procédures : Le Département des finances qui dispose du droit de poursuites se conformera certainement au désir ici exprimé de ne pas attribuer à la loi une autre portée et de ne pas lui donner une application plus large.

*
* *
*

L'article 5 de la loi transitoire des finances pour 1919 du 27 décembre 1918 a aboli les prescriptions ou déchéances accomplies entre le 31 juillet 1914 et le 31 décembre 1918, relativement à des actions, droits et créances soit au profit de l'État ou de ses agents responsables, soit contre l'État. Il est établi pour l'exercice de ces actions droits et créances, un nouveau délai qui prendra fin le 31 décembre 1919.

Ces dispositions gagneraient à être complétées ici comme il suit et formeraient l'article 2 du projet soumis :

ART. 2.

Les dispositions du premier alinéa de l'article 5 de la loi transitoire des finances du 28 décembre 1918 sont rendues applicables aux actions prévues ci-dessus ainsi qu'aux poursuites pénales qu'elles comportent.

Il est établi pour l'exercice de ces actions et poursuites un nouveau délai qui prendra fin le 31 décembre 1920.

ART. 2.

Het bepaalde in het eerste lid van artikel 5 der overgangs-financiënwet van 28 December 1918 is mede van toepassing op boven gemelde vorderingen, alsmede op de strafvervolgingen, waartoe zij aanleiding geven.

Om die vorderingen en vervolgingen in te stellen, wordt een nieuw tijdsbestek bepaald, hetwelk op 31 December eindigt.

Sous réserve de ces observations, la Section centrale vous propose l'adoption du projet de loi.

Le Rapporteur,

P. WAUWERMANS.

Le Président,

LOUIS BERTRAND.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1918-1919.

**Wetsontwerp betreffende het invorderen van achterstallige schuldvorderingen
in zake douanen en accijnzen ⁽¹⁾.**

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER **WAUWERMANS.**

MINE HEEREN,

Volgens de Memorie van Toelichting van het u voorgelegde wetsontwerp heeft dit ontwerp ten doel, de invordering mogelijk te maken van tol- en accijsrechten die gedurende de bezetting moesten betaald worden en krachtens besluiten, door den bezetter genomen, verschuldigd waren.

Deze lasten worden voorgesteld als « fiscale lasten welke het Belgisch Bestuur onmisbaar geoordeeld had, gedurende den oorlog, om te voorzien in de toenmalige noodwendigheden. »

Hieromtrent dienen uitdrukkelijke voorbehoudingen te worden gemaakt.

De bezetter heeft 's Lands inkomsten verkwist door ze te onttrekken aan het eenige gebruik waartoe zij, krachtens de Overeenkomst van 's Gravenhage, mochten aangewend worden : de behoeften van 's Lands beheer, volgens zijne wetten en zijne instellingen.

Een aanzienlijk gedeelte van de opbrengst der belastingen heeft hij besteed aan uitgaven, welke het welslagen zijner militaire verrichtingen of zijner separatistische politiek moesten verzekeren. Hij heeft een merkelijk deel zijner uitgaven onttrokken aan het toezicht onzer Rekenkamer.

Deze uitgaven zijn ruimschoots de hoofdoorzaak, zooniet de eenige oorzaak, die de « toenmalige noodwendigheden » heeft uitgemaakt, noodwendigheden waarin men voorzien moest door middel van nieuwe belastingen,

(1) Wetsontwerp, n^r 211.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer BERTRAND, bestond uit de heeren D'HUART, MAES, DE LIEDEKERKE, JANSON, ERNEST en WAUWERMANS.

waarvan sommige werden gelegd op de meest onontbeerlijke verbruiksartikelen en, in den vorm van verbruiksbelastingen, bijzonder zwaar drukten op den middenstand, op de werklieden, de bedienden, de voedingsinrichtingen.

Wij kunnen niet aannemen dat hij de goedkeuring of de medewerking van het Belgisch Bestuur daartoe heeft verkregen. Dit laatste zal slechts opgetreden zijn om andere belastingen af te weren of de gestrengheid te verzachten van de door den bezetter getroffen maatregelen, waarvan hij onverschood en onverminderd de volle verantwoordelijkheid dragen moet.

Dit is zoo waar dat de Regeering de overname van niet een dier besluiten voor eigen rekening heeft voorgesteld en dat zij, door een initiatief — hetwelk bij het onderzoek der Begrooting van 's Lands Middelen tot opmerkingen aanleiding gaf — sommige geïnde rechten heeft terugbetaald.

In verscheidene Afdeelingen werden bezwaren aangevoerd, wat den vorm en den grond van het wetsontwerp aangaat : zij gaven blijk van het feit, dat de leden gesteld waren tegen het invorderen van belastingen op grond van titels door den bezetter gevestigd.

Te dien opzichte moet men in aanmerking nemen dat de tol- en accijsrechten gedane verrichtingen ten grondslag hebben en in beginsel moeten betaald worden op het oogenblik dat die verrichtingen plaats hebben; zijn de belastingen gelegd op verbruiksvoorwerpen of verbruikswaren, dan zijn zij in de prijzen daarvan begrepen.

De zaak doet zich bijgevolg aldus voor : dient eene winst te worden verzekerd aan hen die, tijdens de bezetting, vrijwillig koopwaren hebben binnengebracht, handels- of nijverheidszaken hebben gedreven, met het goedvinden of de toestemming van den vijand, en die daarvoor crediet hebben bekomen, zelfs met het stellen van zekerheid?

De Middenafdeeling verzocht de Regeering nadere inlichtingen te verschaffen over de strekking van het wetsontwerp.

De inschrijving van de rechten op eene rekening van crediet op termijn is op fiscaal gebied slechts een eenvoudige aanslag; het is een rekenplichtige handeling, niet een titel tot heffing en deze rekening wordt aangezuiverd door een nieuwe rekenplichtige handeling, welke de aanzuivering vaststelt, hetzij door betaling op den vervaldag, hetzij door aftrekking in geval van uitvoer, van opslag in eene openbare opslagplaats of van denatureering voor nijverheidsdoeleinden.

De Regeering is gewapend om de invoer- of accijsrechten, op eene rekening van crediet op termijn ingeschreven, in te vorderen, wanneer de titel tot heffing door den bezetter niet werd gewijzigd. Ook strekt het aan de Wetgeving voorgelegde ontwerp er slechts toe, een wettelijken en onbetwistbaren grondslag te geven aan de vorderingen tot inning van de rechten, ontstaan gedurende de bezetting en waarvan het beloop of de heffingswijze werd bepaald of gewijzigd door de Deutsche besluiten die sedert de vrijmaking van het grondgebied zijn vervallen.

Bij weigering van betaling of bij verzoek tot terughetaling van nieuwe of gewijzigde rechten, vóór de vrijmaking van het grondgebied ingevoerd, zou het Beheer inderdaad zijne eischen moeten steunen op ingetrokken Deutsche besluiten.

De bezetter heeft de navolgende invoer- en accijsrechten gewijzigd of ingevoerd :

Invoerrechten : Bieren, cacao, koffie, margarine, zout en suiker.

Accijsrechten : Bieren, saccharine, suiker, tabak, wijnen, schuimwijnen en wijnen van droge vruchten, buiten eene bijtaxe van 10 % op al de tolrechten.

Om het bedrag van de mogelijke invorderingen nauwkeurig aan te geven, zou men honderden bundels moeten onderzoeken, die bij de provinciale diensten ter vervolging zijn ingehouden; doch uit eene vluchtige raming blijkt dat de rechten, wier heffing zou gevaar loopen, twee millioen overschrijden.

Tot staving van het ontwerp betoogt het Beheer dat de ontduikingen, welke de Regeering wil beteugelen, betreffen zoowel de vroegere bepalingen, door den bezetter slechts gewijzigd wat aangaat het bedrag der rechten, als de nieuwe maatregelen door hem genomen om in de begrotingsbehoefsten van het Belgisch Bestuur te voorzien.

Meest al de belastingplichtigen hebben zich vrijwillig onderworpen. De eenvoudige intrekking van de Deutsche besluiten bevoordeelt alleen de wederspannigen en de bedriegers, hen die overigens er voor zorgden hunne verkoopprijzen vast te stellen naar de markttoestanden, met andere woorden door daarbij te voegen de nieuwe rechten geheven van hunne koopwaren en, in 't algemeen, door er nog meer bij te voegen. Een andere klasse van bedriegers vindt men onder hen, die met den vijand handel gedreven hebben : misbruik makende van het gemak dat de militaire overheid hun verleende, konden zij de belastbare producten zonder moeite aan de waakzaamheid der beampten van het Belgisch Bestuur onttrekken.

De fiscus zal dus alleen handelaars treffen die geen belangstelling verdienen; het heeft slechts ten doel, de invordering te verzekeren van de rechten, ten laste van de verbruikers gelegd en die, in geval van vrijstelling, slechts ten bate van de oneerlijke handelaars zouden komen.

Er bestaat geene reden om aan de fiscale rechtsvordering al diegenen te onttrekken, welke openlijk hebben gewoekerd en de besluiten van den bezetter hebben aangenomen.

Men zou zich echter mogen afvragen of men den naam van « bedriegers » geven mag aan de wederspannigen die weigerden zich te onderwerpen of er in gelukten zich te onttrekken aan de toepassing van besluiten welke de bezetter had uitgevaardigd in strijd met zijne verplichtingen.

Men zou nog al moeilijk eene fiscale veroordeeling kunnen verklaren, uitgesproken tegen een persoon wien het, b. v., gelukt is de belas-

ting op het zout niet te betalen en alzoo den bezetter te berooven van inkomsten welke hij tegen ons wederrechtelijk zou aangewend hebben.

Het wetsontwerp moet er dus toe strekken, de Regeering te machtigen om de invordering te vervolgen van :

1^o De invoer- of accijsrechten ingeschreven op eene rekening van crediet op termijn en voortvloeiende uit eenen titel tot heffing die aan de vrijmaking van het grondgebied voorafgaat ;

2^o De ontdoken invoer- of accijsrechten, bijaldien zij verschuldigd zijn krachtens eenen titel bestaande vóór de overweldiging van het land.

Het schijnt onnoodig het wetsontwerp te wijzigen ten einde elke andere rechtspleging te beletten. Het Departement van Financiën, dat beschikt over het recht van vervolging, zal voorzeker den hier uitgedrukten wensch in acht nemen, om aan de wet geen andere strekking te geven en ze niet van ruimere toepassing te maken.

* * *

Krachtens artikel 5 der overgangs-financiënwet voor 1919, dd. 28 December 1918, werd opgeheven elke verjaring of elk verval van rechten, tusschen 31 Juli 1914 en 31 December 1918 voltrokken, aangaande vorderingen, rechten en schuldvorderingen hetzij ten bate van den Staat of van zijne verantwoordelijke ambtenaren, hetzij ten laste van den Staat. Om die vorderingen, rechten en schuldvorderingen te doen gelden, wordt een nieuw tijdsbestek bepaald, hetwelk op 31 December 1919 eindigt.

Deze bepalingen dienen te worden aangevuld als volgt en zouden artikel 2 van het onderhavige ontwerp uitmaken :

ART. 2.

Les dispositions du premier alinéa de l'article 5 de la loi transitoire des finances du 28 décembre 1918 sont rendues applicables aux actions prévues ci-dessus ainsi qu'aux poursuites pénales qu'elles comportent.

Il est établi pour l'exercice de ces actions et poursuites un nouveau délai qui prendra fin le 31 décembre 1920.

ART. 2.

Het bepaalde in het eerste lid van artikel 5 der overgangs-financiënwet van 28 December 1918 is mede van toepassing op bovengemelde vorderingen, alsmede op de strafvervolgingen, waartoe zij aanleiding geven.

Om die vorderingen en vervolgingen in te stellen, wordt een nieuw tijdsbestek bepaald, hetwelk op 31 December 1920 eindigt.

Onder voorbehoud van deze beschouwingen stelt de Middenafdeeling u voor, het wetsontwerp goed te keuren.

De Verslaggever,
P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,
Louis BERTRAND.